



## Communiqué de presse

### **AESH : le gouvernement tourne le dos aux revendications des personnels et à une véritable école inclusive**

Le rapport IGAS-IGÉSR « Rôle et missions des AESH dans l'école inclusive, aujourd'hui et demain » dresse un constat sévère : le modèle actuel de l'école inclusive est à bout de souffle et les AESH portent depuis des années le poids des insuffisances de l'État. Le rapport reconnaît la précarité persistante de ces personnels, les affectations multiples, les temps incomplets imposés, le manque de reconnaissance et les dérives liées à la mutualisation.

Pourtant, les premières pistes présentées au groupe de travail ministériel du 20 mai ne répondent en rien aux revendications portées depuis des années par les AESH, les personnels et la FSU.

Alors que les collègues exigent la création d'un véritable corps de fonctionnaires pour l'ensemble des AESH, le ministère envisage uniquement la fonctionnarisation d'une minorité d'entre eux, à travers la création de nouveaux métiers d'« assistants d'accessibilité » ou de « conseillers d'accessibilité », laissant la grande majorité des AESH dans la précarité.

Cette orientation est inacceptable.

La FSU rappelle que la revendication portée par les personnels est claire : **la fonctionnarisation de toutes et tous les AESH**, avec un véritable statut, un salaire permettant de vivre de son travail, un temps complet choisi et reconnu à 24h d'accompagnement, des perspectives de carrière et une formation de qualité.

Rien ne justifie que seuls quelques milliers de personnels bénéficient demain d'un statut amélioré tandis que plus de cent mille AESH continueraient à subir les temps partiels imposés, les salaires insuffisants et la précarité.

Le rapport souligne lui-même les effets délétères de la mutualisation à outrance, vécue par les AESH comme une perte de sens et une dégradation de l'accompagnement. Il reconnaît également que les personnels sont trop souvent transformés en variables d'ajustement d'un système sous-doté.

À ce jour, aucune garantie budgétaire, aucun engagement financier précis, aucun arbitrage gouvernemental n'ont été présentés aux organisations syndicales. Les annonces faites lors du groupe de travail du 20 mai relèvent davantage de l'affichage que d'une réelle volonté de répondre aux attentes des personnels.

Dans ces conditions, la FSU appelle les AESH et l'ensemble des personnels à se mobiliser massivement aux côtés de l'intersyndicale lors de la journée d'action du 9 juin.

Le prochain groupe de travail prévu le 17 juin doit permettre au ministère de répondre enfin aux revendications des personnels. Les AESH ne veulent pas de promesses ou de dispositifs réservés à quelques-uns : elles et ils exigent la reconnaissance de leur métier et l'égalité de droits pour toutes et tous.